

Les écologistes contre la sortie du nucléaire

dimanche 28 octobre 2007, par [BELBEOCH Bella](#), [BELBEOCH Roger](#) (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2007).

La réunion « pré-Grenelle » des ONG écologistes du mois de mai 2007 avec Juppé et Sarkozy a été révélatrice de ce qui parasite le mouvement antinucléaire depuis le début, dès les années 70 : pour les écologistes l'arrêt du nucléaire n'est pas une priorité, ce qui sous-tend que dans leur analyse la catastrophe nucléaire n'est pas un mobile prioritaire d'action. Il est clair que si cela avait été le cas les représentants des associations les plus prestigieuses comme Greenpeace, les Amis de la Terre, WWF et autres, auraient dû exiger la présence d'un représentant du « Réseau Sortir du nucléaire », pour qu'au moins le cas de l'abandon de l'EPR, cheval de bataille des dernières manifestations, soit un peu plus que simplement évoqué. Non seulement rien n'a été exigé par les présents, trop heureux d'avoir été choisis pour faire partie de ceux qu'on invite à « la cour des grands » dans une ambiance « franche et cordiale » (selon Greenpeace, *Libération* du 22 mai 2007), mais de plus, lorsqu'à une question sur l'EPR Sarkozy a répondu « *Le gouvernement précédent a signé un décret lançant sa construction, je ne reviendrai pas dessus* » il ne semble pas y avoir eu de protestation solennelle, personne n'a quitté la salle... Il résulte de cet entretien « *historique* » -qualificatif utilisé par l'un de ces prétendants officiels à la communication- qu'on est bien parti pour le développement durable du nucléaire et l'on ne voit pas comment le Grenelle de l'environnement prévu cet automne pourrait donner lieu à une véritable négociation alors que les jeux sont faits. Il n'y a pas que l'EPR, le génie civil de l'usine d'enrichissement Georges Besse II qui doit remplacer Eurodif a dépassé désormais le stade du démarrage de la construction. [1]

Si la France s'embarque dans une nouvelle usine d'enrichissement d'uranium c'est bien pour continuer le nucléaire, pas pour l'arrêter. Ainsi le Grenelle de l'environnement risque fort de n'être qu'un marchandage pour que le « non abandon » de l'EPR donne lieu à des compensations « *par des décisions plus fortes sur les énergies renouvelables* » dit le journaliste de *Libération* citant à ce propos le responsable de WWF-France : « *S'il [Sarkozy] ne bouge pas sur l'EPR, qu'au moins il bouge sur la transparence, sur l'ouverture du débat, sur les économies d'énergies... Qu'il décide qu'un euro investi dans le nucléaire entraînera l'injection d'un euro dans les renouvelables* ». Quelle transparence et quel débat bla-bla si les décisions sont déjà prises ? 1 euro pour toi et 1 euro pour moi, c'est tout ce que le nucléaire représente pour ce responsable écologiste ? Cela revient à ne même pas envisager l'arrêt du nucléaire à long terme, c'est accepter la catastrophe nucléaire comme étant écologique !

Finalement, tant mieux si dans cette comédie, Stéphane Lhomme,

représentant du Réseau Sortir du nucléaire, n'a pas joué au collabo, il devrait en être fier.

Bien sûr, et heureusement, il y a des écologistes qui sont vraiment antinucléaires et on espère qu'ils vont ruer dans les brancards pour exiger des explications de la part de leurs représentants associatifs et un changement de leur stratégie.

Mais tout cela n'est pas nouveau. Le problème de l'indépendance du mouvement antinucléaire par rapport aux divers mouvements écologistes et aux partis a toujours été enseveli sous des considérations du genre : « il faut ratisser large », ce qui nécessite des alliances avec pour conséquence qu'on se fait ratisser, l'urgence de la sortie devient secondaire. Enseveli aussi sous les stratégies électoralistes démarrées dès 1974 avec la candidature présidentielle de René Dumont.

C'est dès les années 70 que s'est posée la question : devait-on avoir un mouvement antinucléaire indépendant des positions politiques des différents partis et des syndicats (c'était notre position) ou bien être une force d'appoint pour appuyer les éléments minoritaires antinucléaires du PS et de la CFDT ? C'était la position des Amis de la Terre et d'autres associations comme le CRILAN et c'est cette stratégie qui a prévalu. La totalité des partis et des syndicats étant majoritairement pronucléaires elle impliquait des compromis incohérents pour faire des alliances à des fins électorales. C'est ainsi que le PSU (Parti socialiste unifié) qui était foncièrement antinucléaire avec son mot d'ordre « Société nucléaire, société policière » a finalement accepté que sa représentante Huguette Bouchardeau soit ministre de l'environnement sous le gouvernement socialiste de Mitterrand et a entériné la continuation de l'électronucléarisation massive de la France. Puis les Verts se sont créés, avec toujours ce jeu perdant des alliances nécessaires, pour avoir un strapontin ou l'illusion d'un ministère de l'environnement.

Tant que la population n'aura pas réalisé que Tchernobyl n'est pas un accident soviétique mais qu'un accident nucléaire majeur est possible chez nous dont les conséquences sanitaires seraient réellement catastrophiques, on restera embourbé dans le nucléaire... jusqu'à ce que l'accident finisse par arriver.

Ce n'est pas suffisant de prendre conscience des dangers de l'accident si l'on ne montre pas à la population qu'il existe des solutions de mise à l'arrêt rapide des réacteurs nucléaires par l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, fioul et gaz) pour produire l'électricité. Si une production électrique à partir du gaz naturel se développait rapidement en France par turbines à cycles combinés ce serait un plus. Avec charbon, gaz et fioul, l'hydraulique, l'arrêt des exportations, l'arrêt de l'autoconsommation nucléaire, on peut supprimer une part importante du nucléaire français. [2]

Compte tenu de la faible proportion que représente l'énergie nucléaire par rapport à l'énergie primaire consommée mondiale, cette utilisation de combustibles fossiles n'aurait qu'un impact négligeable sur l'effet de

serre planétaire. Bien évidemment cela n'empêche pas de faire des économies d'énergie électrique (par exemple supprimer le chauffage électrique dans tous les édifices publics).

Rappelons qu'au sujet du charbon « propre » on oublie trop facilement qu'Alstom a vendu à la Chine des chaudières à lit fluidisé circulant (LFC) et aussi leur technologie alors que le projet français d'un 600 MWe à Gardanne ne s'est pas concrétisé, dans l'indifférence générale. [3]

Alstom va construire en Pologne une centrale charbon propre avec chaudière supercritique. Cette technologie des centrales supercritiques à charbon est, selon les termes utilisés dans un dossier de presse EDF de juin 2007, « l'axe fort de recherche et développement », mais c'est en Allemagne qu'EDF a investi via sa filiale EnBW. EDF a réalisé des cycles combinés à gaz au Vietnam, au Mexique, au Brésil. En Espagne chaudière avec gazéification du charbon intégrée à un cycle combiné etc. Pendant tout ce temps EDF n'a fait aucun investissement en France pour moderniser son parc thermique classique et en a démantelé une partie, [4] là encore dans l'indifférence générale...

P.-S.

* Extrait de la lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine n°115, octobre/novembre 2007.

http://www.dissident-media.org/stop_nogent/Lettre_CSN_115.pdf

Les lettres d'information du Comité sont presque toutes disponibles sur le site :

http://www.dissident-media.org/stop_nogent

Notes

[1] http://www.dissident-media.org/infonucleaire/trav_george_besse.html

[2] http://www.dissident-media.org/infonucleaire/sup_sort.pdf

[3] http://www.dissident-media.org/infonucleaire/105_sortir.html

[4] http://www.dissident-media.org/stop_nogent/99_100_thermique.html